



Déclaration de la FNEC FP FO au CSA académique du 10 Mars

L'offensive militaire déclenchée le 28 février par les États-Unis et Israël contre l'Iran, menace d'embraser tout le Proche Orient et au-delà, et marque une nouvelle accélération de la marche à la guerre au plan mondial.

Avec la Confédération FO, la FNEC FP FO réaffirme son attachement à l'expression « pour le pain, la paix, la liberté » qui rappelle l'engagement historique de la CGT-FO depuis ses origines et sa solidarité à l'égard des populations, des travailleurs et de leurs syndicats, partout dans le monde où des conflits existent.

La FNEC FP-FO refuse que l'École et ses personnels soient instrumentalisés pour pousser les jeunes vers l'armée, et se félicite de la lettre commune FSU, FNEC FP-FO, CGT Educ'action et Sud Education du 4 février au Ministre, par laquelle elles affirment leur refus de toute mesure tendant à militariser l'École, et considèrent que la propagande guerrière, sous quelque forme que ce soit, n'a pas sa place au sein des écoles, collèges, lycées et lycées professionnels.

Lors de son déplacement sur la base navale de l'île Longue, dans le Finistère, le 2 mars, le président Macron a annoncé la mise en place d'une nouvelle doctrine nucléaire consistant à augmenter le nombre d'ogives nucléaires de l'arsenal français, à construire de nouveaux sous-marins stratégiques. Autrement dit, les milliards vont continuer à couler à flot pour l'armement alors que les hôpitaux, l'École, les services publics répondant aux besoins vitaux de la population vont continuer à manquer de tout !

Le Premier Ministre Lecornu a décidé d'imposer par le 49-3 son budget d'austérité et de guerre. La Loi de finances pour 2026 impose des coupes budgétaires exorbitantes et poursuit pour les agents publics une politique d'austérité inacceptable en matière de perte de pouvoir d'achat : gel du point d'indice, grille indiciaire smicardisée, jour de carence, perte de 10% de rémunération en cas d'arrêt maladie, suppression de la Gipa, la liste d'effets néfastes envers les agents est dramatique et continue de dégrader leurs conditions de travail et de vie, et leurs futures pensions.

Au gel des rémunérations se sont ajoutées les suppressions d'emplois (plus de 270 dans notre académie), la poursuite de la pénurie des personnels AED, AESH, CPE, PSY EN, personnels de labo... et l'insuffisance des budgets de fonctionnement.

Notre académie fait à nouveau partie des académies les plus touchées au niveau national. Elle perdrait encore plus de 300 emplois à la rentrée prochaine. Les personnels ont bien compris que la baisse des moyens et donc des postes est le résultat des contre réformes et de choix budgétaires. Dans nos lycées normands les effectifs augmentent et pourtant les dotations sont en baisse. Lorsque l'on compare les DHG 2025 et les DHG 2026, sans distinguer HSA et heures postes, ce qui apparaît clairement c'est que sur la totalité des lycées de l'académie, on aboutit à l'équivalent de plus de 90 postes repris. Rien ne

justifie une telle saignée. Les personnels refusent cette situation et à l'appel de syndicats normands et d'autres académies parmi les plus frappées par les suppressions de postes (Lille, Rennes, Bordeaux et Paris) ils se rendent aujourd'hui sous les fenêtres du Ministre et ont demandé audience pour lui exprimer leurs revendications : Aucune suppression de postes. Aucune suppression de classes. Nous voulons la baisse des effectifs par classe et le maintien de tous les enseignements optionnels et de tous les groupes. Nous voulons le rétablissement de la technologie en 6ème. Nous voulons le recrutement d'AED et d'AESH avec un statut de fonctionnaire et les droits qui vont avec !

Concernant les moyens pour la rentrée 2026 nous soutenons les revendications des établissements mobilisés, le plus souvent avec les parents d'élèves, comme le Collège Ferronay à Cherbourg qui est en grève et en opération collège mort ce jour avec les parents d'élèves, le lycée Saint Saens de Rouen qui était en grève ce vendredi, le lycée Ango de Dieppe où ont eu lieu des rassemblements devant le lycée avec les parents et les élus, le lycée François 1^{er} au Havre où les enseignants et les lycéens se sont rassemblés ce jour devant le lycée, le lycée Schuman au Havre avec 2 jours de grève la semaine dernière, le lycée Arcisse de Caumont à Bayeux qui a demandé audience, le lycée de Vire. Nous demandons des réponses à leurs revendications lors de ce CSA.

Après l'arnaque de la PSC, le gouvernement veut maintenant s'attaquer aux autorisations spéciales d'absence » (ASA) liées à la parentalité et aux événements familiaux, ainsi qu'aux temps partiel thérapeutiques.

Pour une réelle revalorisation des salaires, la FNEC FP-FO revendique :

- l'augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice ;
- le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat soit 32,7 % depuis 2000 ;
- une indexation automatique sur l'inflation de la valeur du point d'indice ;
- la revalorisation des grilles indiciaires pour tous les personnels sans contrepartie.
- la suppression du jour de carence ;
- l'abrogation du décret diminuant la rémunération des fonctionnaires à 90 % du traitement pendant les trois premiers mois du Congé Maladie Ordinaire et la restitution des sommes prélevées depuis sa mise en œuvre.

La FNEC FP FO continue à revendiquer l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique de 2019 et donc des LDG, loi qui vise à détruire les statuts des personnels de la fonction publique.

Son objectif est d'accélérer la déréglementation, de renforcer les pouvoirs discrétionnaires de l'administration dans les parcours professionnels des agents en ouvrant la porte à l'autoritarisme, au favoritisme, au clientélisme. Notre fédération demande le rétablissement des CAPA dans toutes leurs compétences. Sans cela les discours officiels sur la transparence et l'accompagnement des collègues ne sont pas entendables car c'est l'arbitraire qui se développe.

La FNEC FP FO relie la question des mutations des personnels à celle des postes. Ce qui bloque les mutations ce sont bien les suppressions de postes induites par les budgets d'austérité et par les contre-réformes successives au sein de l'Education nationale. C'est pourquoi notre priorité est de revendiquer l'annulation de toutes les suppressions de postes pour notre académie.